

La corruption au Cameroun: un obstacle aux objectifs du développement durable



Les actions entreprises dans le cadre du Plan Gouvernemental de lutte contre la corruption élaborée en 1997 et codifiée dans le document « Cameroun : les Chantiers de la Gouvernance » (2004) témoignent du lien étroit entre le fléau de corruption et les conséquences sur le développement durable du Cameroun. Néanmoins, les efforts fournis par le gouvernement depuis la croisade lancée en 1982 contre ce phénomène, à travers la ratification en 2004 de la convention de Mérida (convention des Nations-Unis de lutte contre la corruption), la mise sur pied des institutions de lutte contre la corruption et l'élaboration des documents stratégiques, plaident en faveur d'une volonté politique de combattre ce phénomène.

Toutefois beaucoup reste à faire pour parvenir à modifier la perception populaire d'un certain laxisme du gouvernement, mais aussi pour réfréner les effets négatifs de la corruption sur le plan socio-économique et sur le respect des droits de l'Homme. Par exemple, les pertes annuelles de ressources liées à la corruption sous forme de pots-de-vin représentent environ 25% du PIB, ce qui a été chiffré à environ 148 milliards de dollars dans le rapport de U4 « Anti-Corruption Resource Centre » de la Banque Mondiale publié en 2007. Par ailleurs, l'État du Cameroun perdrait en moyenne par an 400 milliards de francs CFA à cause de la corruption (Ekoum, Wikipédia) et les transporteurs clandestins de Yaoundé verseraient annuellement une somme de 27 millions de FCFA aux forces de l'ordre plutôt que de se mettre en règle en obtenant les pièces exigibles pour le transport public (GERDDES-Cameroun).

Pourtant sur le plan institutionnel, de nombreux moyens ont été déployés pour barrer la route à ce phénomène. On peut citer la mise sur pied de l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) en 2005, de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC) en 2006, du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)

réorganisé en 2013 et du défunt programme Change Habit Oppose Corruption (CHOC) qui fût le partenaire technique et financier de la CONAC dans le cadre de la formulation des Stratégies Nationales de Lutte Contre la Corruption (SNLCC, 2010-2015) adoptées en 2011 par le gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

De plus l'approche participative dans l'élaboration des SNLCC a permis la mise en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides (IRR), des plans d'action au niveau des administrations publiques et dans une certaine mesure au sein des Organisations de la Société Civile (OSC) affiliées à la Coalition Nationale de Lutte la Corruption (CNLCC).

Alors que se célèbre le Vendredi 09 Décembre 2016 la journée internationale de lutte contre la corruption, avec pour thème « la corruption : un obstacle aux Objectifs du Développement Durable », il s'avère opportun de constater que, bien que ledit fléau constitue encore un énorme défi de développement, la lutte contre la corruption au Cameroun porte certains fruits qui donnent droit à l'optimisme.

La corruption, communément définie comme le fait de détournement ou le trafic de fonction, peut trouver sa racine dans des dysfonctionnements liés à l'éducation, aux comportements dont le changement en faveur d'une attitude citoyenne, peut s'avérer long et fastidieux.

Les stratégies sectorielles (10 secteurs) employées par le gouvernement pour combattre la corruption à travers des actions de Prévention, d'Education, de Conditions, d'Incitation et de Sanctions (PRECIS) ; ainsi que la mise sur pied des piliers d'intégrité qui sont constitués des 8 principales institutions et organisations qui composent la société camerounaise (systèmes judiciaire, parlementaire, exécutif, société civile, médias, secteur privé, Institutions de lutte contre la corruption et PTF), ne sauraient être efficace sans le changement de comportement dont chaque citoyen est redevable. Qu'il s'agisse du corrupteur actif ou passif.

Le lien de cause à effet entre l'efficacité des actions sectorielles et l'atteinte des ODD est certes une lapalissade, mais le caractère systémique de ce combat devrait nous amener à réaliser que, plutôt que des pots-de-vin, on devrait utiliser la dénonciation, plutôt que le silence, on devrait faire une déclaration de soupçon. De l'attitude et des actions de chaque citoyen, dépendent le succès des SNLCC.

S'il est vrai que les ODD visent à éradiquer la pauvreté en s'attaquant à ses causes, notamment par la lutte contre la faim et les inégalités, par la promotion de l'éducation, de la paix, de la justice et du travail décent, par le développement des industries innovantes, l'approvisionnement en énergies propres et en eau ; on ne saurait ignorer le fait que l'indifférence pour le bien-être commun au profit des intérêts individuels demeure, en pratique, le facteur qui favorise la corruption et contredit les efforts fournis. D'où la nécessité d'opérer un réarmement moral, un changement de comportement qui devrait commencer à la base, la famille, et qui n'est pas du seul ressort du gouvernement, qu'on semble souvent critiquer avec complaisance en oubliant la responsabilité individuelle. Aussi, le caractère systémique de la corruption requiert que chaque citoyen soit un acteur de ce combat.

Peut-être est-on aussi en droit d'attendre du gouvernement qu'il communique davantage sur les résultats des

SNLCC ? Non pas seulement à travers des rapports organisationnels mais également par des communications médiatiques. Par exemple, en 2013 la somme totale de deux milliards cent quarante huit millions cent quatre-vingt-dix-sept cent mille cinq cent treize (2. 148. 197. 513) FCFA a pu être recouvrée par l'ANIF et versée dans les caisses de l'Etat (CONAC, 2013). A-t-on recouvré davantage durant les années suivantes ? Quel est le ratio entre les sommes distraites et les sommes recouvrées ? Que fait-on des sommes recouvrées ? les citoyens sont en droit de le savoir.

Eu égard à ce qui précède, la trilogie Mobilisation, Participation et Engagement individuel et collectif (MPE) joue un rôle important dans l'amélioration des IRR et l'atteinte des ODD. Le nombre croissant de déclarations de soupçon et des dénonciations est aussi un témoin de l'importance pour chaque citoyen de contribuer à cette lutte. D'ailleurs, 88% des personnes ayant participé à un sondage d'opinion publié par le Messenger recommandent de poursuivre et d'intensifier la bataille contre la corruption en dépit des lacunes reconnues au processus en cours (SNLCC). Pour ce faire, une recommandation serait de multiplier les outils pour l'identification précise des manifestations de la corruption, pour la multiplication des pratiques de dénonciation et pour plus de rigueur dans l'exécution des sanctions.



Patience Manon Ombick, Msc.

Director of Policy & Strategies

Nkafu Policy Institute

Denis & Lenora Foretia Foundation

Email: *pombick@foretiafoundation.org*

BIBLIOGRAPHIE

Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption en 2013, CONAC, 2013. Disponible sur [http://www.conac.cm/fr/index_fr.php?pg=rapportetud&link=trapportetud], page consultée le 07 Décembre 2016 ;

Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption, 2010-2015 ;

Objectifs du Développement Durable, PNUD. Disponible sur [http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html], page consultée le 08 Décembre 2016 ;

Corruption au Cameroun, Wikipedia. Disponible sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/Corruption_au_Cameroun], page consultée le 08 Décembre 2016 ;

« Ne dites surtout pas « corruption » », article paru dans Le Messenger le 20 août 2003 et mis en ligne sur le site Cameroon-Info.net.
« De la Corruption au Cameroun », étude de GERDDES-Cameroun, 1999, pages 87-88.
MINTP: www.mintp.cm